



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**NOTE DE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE
DANS LES PAYS DE L'UEMOA**

Décembre 2022



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

NOTE DE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

Décembre 2022

SOMMAIRE

PRINCIPALES TENDANCES DE LA CONJONCTURE	3
I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	5
1.1. Activité économique dans le monde	5
1.2. Actions des banques centrales	6
1.3. Marchés des matières premières	8
1.4. Marchés financiers mondiaux	10
II. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DANS L'UEMOA	12
2.1. Production de biens et services	12
2.2. Inflation	16
III. TAUX D'INTÉRÊT, LIQUIDITÉ ET MONNAIE	17
3.1. Taux d'intérêt des marchés monétaire et interbancaire	17
3.2. Taux d'intérêt des banques	18
3.4. Monnaie	20
4.1. Marché boursier de l'UEMOA	21
4.2. Marché des titres de la dette publique	23
V. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'UEMOA	24
5.1. Croissance	24
5.2. Monnaie	25
5.3. Inflation	25
ANNEXES STATISTIQUES	27

PRINCIPALES TENDANCES DE LA CONJONCTURE¹

1. Évolution récente

L'activité économique mondiale continue de subir les effets de la persistance de l'inflation, du durcissement des conditions financières dans la plupart des régions du monde et de la guerre en Ukraine.

Aux **États-Unis**, l'activité économique poursuit sa baisse en décembre 2022, sous l'effet d'un déclin des nouvelles commandes. Dans la **zone euro**, l'activité du secteur privé s'est contractée en décembre 2022, mais à un rythme plus lent qu'en novembre 2022, suggérant que la récession sera moins sévère. Au **Royaume-Uni**, le rythme de contraction de l'activité privée a baissé en décembre 2022, en lien avec la bonne tenue des services. Le ralentissement du secteur manufacturier a exercé un effet modérateur. Au **Japon**, la production du secteur privé s'est stabilisée dans un contexte de forte expansion des services, en lien avec l'amélioration de la demande au niveau du tourisme.

Au niveau des **pays émergents**, l'activité économique a connu des évolutions divergentes. En Chine, l'activité économique a ralenti en décembre 2022, en lien notamment avec les craintes liées à la pandémie de la Covid-19. Les cas recensés dans les principales villes se sont multipliés au cours de la récente période. En **Inde**, l'indice PMI du secteur manufacturier a atteint son plus haut niveau sur trois mois, les entreprises ayant enregistré la hausse la plus rapide des nouvelles commandes et de la production. L'indice PMI manufacturier de la **Russie** affiche une croissance de l'activité des usines. Au **Brésil**, l'indice PMI du secteur manufacturier indique la première contraction du secteur manufacturier du pays depuis février 2022, induite par la baisse de la production.

En **Afrique du Sud**, l'activité économique a progressé en lien avec l'amélioration de l'activité commerciale. Au **Nigeria**, l'expansion de l'activité du secteur privé, entamée en avril 2022, se poursuit à un rythme plus rapide, du fait de l'augmentation de la production, malgré les fortes pressions inflationnistes. Au **Ghana**, l'activité poursuit sa tendance baissière, en raison de la faiblesse de la demande. Dans la **zone CEMAC**, l'activité économique se consolide, en raison de l'accroissement de la demande et la bonne tenue de la production d'hydrocarbures.

Les banques centrales, à travers le monde, à l'exception de celles du Japon et de la Chine, continuent de resserrer, à un rythme réduit, leur politique monétaire pour faire face à la hausse persistante de l'inflation. Sur les marchés financiers, les principaux indices boursiers ont connu des évolutions haussières sur la première moitié de décembre 2022. Les mesures de relance adoptées par les Gouvernements, dans le but d'éviter la récession, semblent impacter positivement les économies et les profits. Les cours des matières premières exportées par les pays de l'Union se sont renchérissés en novembre 2022, en ligne avec la reprise de la demande chinoise. De même, les prix des produits alimentaires importés ont augmenté.

Au niveau des pays membres de l'UEMOA, les indicateurs de conjoncture, à fin octobre 2022, font ressortir un renforcement de l'activité économique. En glissement annuel, la production industrielle a augmenté de 9,5% (après 5,0% en septembre) et le chiffre d'affaires du commerce de détail s'est accru de 17,9% (+10,2% en septembre). En outre, les prestations des services marchands et financiers ont enregistré des hausses respectives de 6,8% et 14,7%, après des

¹ Cette note d'analyse a été produite sur la base des données disponibles au 20 décembre 2022

progressions de 7,8% et 14,7% le mois précédent. Dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP), l'enquête auprès des chefs d'entreprise fait état d'une poursuite de l'amélioration de l'activité, en raison notamment de la conduite de grands chantiers de construction d'infrastructures socioéconomiques dans certains pays de l'Union.

Le rythme de progression des prix reste soutenu dans les pays de l'Union, à 8,0% en novembre 2022, en glissement annuel, après une réalisation de 8,4% un mois auparavant. Le léger repli du rythme d'expansion du niveau général des prix est consécutif à l'arrivée sur les marchés des nouvelles récoltes et à la stabilisation des prix à la pompe au cours de la période sous revue.

Au titre de la situation monétaire et financière de l'UEMOA, la BCEAO a, pour la troisième fois depuis juin 2022, relevé ses taux directeurs à compter du 16 décembre 2022 (+25 pdb). Sur les guichets des appels d'offres de la Banque Centrale, les injections de liquidité se sont poursuivies à taux fixe. Au cours du mois de novembre 2022, les ressources ont été offertes sur les guichets de refinancement de la Banque Centrale au taux de 2,50% avant de passer à 2,75% à compter du 16 décembre 2022. Le taux d'intérêt à une semaine du marché interbancaire est ressorti à 3,32% au 19 décembre 2022, en hausse de 27,0 points de base par rapport à son niveau du mois de novembre 2022 (3,05%) et 73,4 pdb depuis le 13 juin 2022 (2,59%). Au niveau des conditions appliquées par les banques à la clientèle, la dernière situation disponible, celle d'octobre 2022, fait état de la poursuite de la tendance ascendante (6,68% en octobre 2022, contre 6,59% un mois auparavant et 6,26% un an plus tôt).

Le financement des secteurs public et privé s'est traduit par une croissance des agrégats monétaires. La masse monétaire a enregistré une progression de 14,1%, en glissement annuel, à fin octobre 2022, après 12,4% un mois plus tôt. Cette progression résulte essentiellement de la hausse des créances des institutions de dépôt sur les unités résidentes de 9.818,4 milliards ou +24,0%, atténuée par la dégradation des actifs extérieurs nets (AEN) de 3.229,6 milliards ou 45,2%. Les réserves officielles de change de la Banque Centrale assurent, à fin novembre 2022, 4,1 mois d'importations de biens et services, contre 4,3 mois un mois plus tôt. Elles correspondent à un taux de couverture de l'émission monétaire de 64,0% contre 68,2% le mois précédent.

2. Perspectives

Selon les prévisions effectuées par la BCEAO, sur la base des informations disponibles, le PIB réel de l'UEMOA progresserait à un rythme annuel plus faible, de 4,9% et 5,1% au quatrième trimestre 2022 et au premier trimestre 2023, respectivement, après des réalisations de plus 5,6% sur les trois premiers trimestres de 2022. Les performances économiques de l'Union, tirées par la bonne tenue de la demande intérieure, seraient affectées par le ralentissement attendu des pays partenaires et la hausse du coût de production des entreprises industrielles.

En ce qui concerne le niveau des prix, les informations disponibles font état d'une poursuite de la décélération du rythme de progression du taux d'inflation, en glissement annuel, à 7,9% en décembre 2022 et 7,5% en janvier 2023. Le reflux des pressions inflationnistes, attendu à très court terme, serait lié à l'intensification de la commercialisation des nouvelles récoltes de céréales, issues de la campagne 2022/2023. La dynamique serait également soutenue par les mesures prises par les États et les actions de la BCEAO pour assurer la stabilité des prix.

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

1.1. Activité économique dans le monde

L'activité économique mondiale continue de subir les effets de la persistance de l'inflation, du durcissement des conditions financières dans la plupart des régions du monde, et de l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Aux **États-Unis**, l'activité économique a de nouveau ralenti en décembre 2022, sous l'effet de la baisse des nouvelles commandes. L'indice PMI composite, qui regroupe les secteurs de l'industrie manufacturière et des services, s'est établi à 44,6 points après 46,4 points en novembre 2022. Pour le sixième mois consécutif, cet indice est inférieur à 50 points qui sert de repère pour comparer contraction et expansion de l'activité, dans un contexte où les actions de la FED ont induit un ralentissement de la demande. Dans la **zone euro**, l'activité du secteur privé s'est contractée à un rythme plus lent en décembre 2022, suggérant que la récession sera moins sévère. L'indice PMI composite ressort en hausse à 48,8 points en décembre 2022 contre 47,8 points en novembre 2022. Les indices PMI des services et du secteur manufacturier ressortent respectivement à 49,1 points et 47,8 points en décembre 2022, après des réalisations de 48,5 points et 47,1 points en novembre 2022. Par pays, le ralentissement de l'activité dans le secteur privé s'est atténué en Allemagne, alors que les craintes de récession se sont renforcées en France, en décembre 2022. Au **Royaume-Uni**, le rythme de contraction de l'activité privée a baissé en décembre 2022, en lien avec la bonne tenue des services. Le ralentissement du secteur manufacturier a exercé un effet modérateur. L'indice PMI composite a augmenté à 49,0 points en décembre 2022 après 48,2 points le mois précédent. Les chiffres de décembre 2022 renforcent la probabilité que le Royaume-Uni soit en récession, le niveau de l'indice PMI indiquant une contraction du produit intérieur brut de 0,3% au quatrième trimestre 2022, identique à la baisse observée au cours des trois précédents mois à fin septembre 2022. Au **Japon**, la production du secteur privé s'est stabilisée dans un contexte de forte expansion des services, en lien avec l'amélioration de la demande au niveau du tourisme. L'indice PMI composite a augmenté à 50,0 points en décembre 2022, après une réalisation de 48,9 points le mois dernier. Le secteur manufacturier reste en zone de contraction (46,4 points contre 45,8 points en novembre 2022), tandis que les services se sont renforcés (51,7 points contre 50,3 points).

Au niveau des **pays émergents**, l'activité économique a connu des évolutions divergentes. En **Chine**, l'activité économique a ralenti en décembre 2022, en lien notamment avec les craintes liées au Covid-19 (avec la multiplication des cas recensés dans les principales villes). L'indice PMI composite a reculé à 55,1 points en décembre 2022, après une réalisation de 55,7 points le mois dernier. Le secteur manufacturier reste en zone de croissance (51,9 points contre 52,1 points en novembre 2022). De même, les services maintiennent leur expansion pour un dixième mois consécutif (55,7 points contre 56,4 points). Les mesures sanitaires plus strictes décidées par la Chine et les nouveaux cas de transmission locale enregistrés récemment ont nui à la demande et pesé sur le rebond de l'économie. En **Inde**, l'indicateur des directeurs d'achat du secteur manufacturier a atteint son plus haut niveau sur trois mois pour ressortir à 55,7 points en novembre 2022, contre 55,3 points le mois précédent. La croissance a été soutenue par la vigueur de la demande. Les entreprises ont enregistré la hausse la plus rapide des nouvelles commandes et de la production depuis trois mois. L'indice PMI manufacturier de la **Russie** affiche une croissance de l'activité des usines, en passant de 50,7 points le mois précédent à 53,2 points en novembre 2022. Les nouvelles commandes augmentent à un rythme soutenu, ainsi que la production. Les entreprises attribuent la hausse de la production à une demande

plus forte des clients (nouvelles commandes). Au **Brésil**, l'indice des directeurs d'achat du secteur manufacturier est passé de 50,8 points le mois précédent à 44,3 points en novembre 2022. Les nouvelles commandes et la production ont baissé au rythme le plus rapide depuis mai 2020, du fait de l'incertitude politique. Les conditions extérieures difficiles ont également pesé sur les ventes globales et les exportations.

L'indice désaisonnalisé des directeurs d'achat en **Afrique du Sud** est passé de 50,0 points en octobre 2022 à 52,6 points en novembre 2022. L'activité commerciale et les nouvelles commandes se sont améliorées. Au **Nigeria**, l'indice PMI composite est passé de 53,6 points en octobre à 54,3 points en novembre 2022, indiquant l'expansion la plus rapide de l'activité du secteur privé du pays depuis avril 2022, dans un contexte d'amélioration de la demande. A cet effet, les entreprises ont accru leur activité d'achat et de renforcement des effectifs employés. Les pressions inflationnistes sont demeurées fortes (+21,5% en novembre 2022), reflétant souvent la faiblesse de la monnaie. Au **Ghana**, l'indice des directeurs d'achat indique toujours une baisse marquée de l'activité du secteur privé. L'indice PMI composite s'est établi à 44,9 points, contre 44,0 points le mois précédent. La perte de valeur de la monnaie (-50,0% depuis janvier 2022) a notamment alimenté les pressions inflationnistes (50,4% en novembre 2022) et pesé sur la demande. Dans la **zone CEMAC**, les chefs d'entreprise ont confirmé la bonne tenue de l'activité économique. Selon les résultats de l'enquête de conjoncture, publiée par la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC), la zone CEMAC enregistre une demande plus importante liée aux préparatifs des fêtes de fin d'année. Le regain de dynamisme de la production d'hydrocarbures a renforcé la tendance.

1.2. Actions des banques centrales

Les banques centrales, à travers le monde, à l'exception de celles du Japon et de la Chine, continuent de resserrer, à un rythme réduit, leur politique monétaire pour faire face à la hausse persistante de l'inflation. Cependant, la Banque du Japon (BoJ) a, le 20 décembre 2022, ajusté ses instruments monétaires en élargissant la fourchette de fluctuation tolérée sur les rendements des emprunts d'Etat à dix ans (désormais +0,50%, au lieu de +0,25%). Cette décision vise à atténuer l'impact de sa politique d'assouplissement monétaire.

La **Banque centrale européenne (BCE)** a, le 15 décembre 2022, annoncé une quatrième hausse consécutive de ses taux d'intérêt directeurs, mais de moindre ampleur que les précédentes. L'Institution a relevé de 50 pdb le taux de dépôt, à 2,00%, le taux de refinancement, à 2,50% et le taux de facilité de prêt marginal, à 2,75%. Cette décision porte à 250 pdb la hausse cumulée des taux d'intérêt dans la zone euro depuis juillet 2022, un resserrement sans précédent dans l'histoire de la monnaie unique, justifié par la lutte contre l'envolée des prix. La BCE a également présenté le calendrier de la première étape de réduction de son bilan. Par ailleurs, la BCE prévoit, sur la base de la révision à la hausse significative des perspectives d'inflation, de continuer à relever ses taux. A partir de mars 2023, le portefeuille d'obligations constitué ces dernières années dans le cadre du programme d'achats d'actifs devrait commencer à diminuer à un rythme mesuré et prévisible. Cette réduction sera de 15 milliards d'euros par mois en moyenne jusqu'à la fin du deuxième trimestre 2023, puis le rythme sera ajusté au fil du temps.

La **Banque d'Angleterre (BoE)** a, le 15 décembre 2022, annoncé un relèvement d'un demi-point de son taux directeur, la neuvième hausse consécutive, alors qu'elle tente d'accélérer le retour de l'inflation vers l'objectif de 2,0%. Le taux de base britannique est relevé de 3,00% à

3,50%. La BoE estime que de nouvelles hausses de taux pourraient être nécessaires pour faire face aux pressions inflationnistes persistantes.

Après avoir relevé ses taux de 75 points de base lors de ses quatre dernières réunions, la **Réserve fédérale américaine (FED)** ralentit le rythme de son resserrement monétaire. La FED a, le 14 décembre 2022, annoncé une hausse de 50 pbb pour situer son taux d'intérêt directeur dans la fourchette de 4,25% à 4,50%. Les décisions de la FED, qui tardent à produire leur plein effet, visent à contenir l'inflation, dont le taux a atteint un plus haut niveau de 40 ans. La banque centrale américaine, qui a revu à la baisse ses prévisions de croissance en 2023, n'est pas à la fin de son resserrement monétaire. La **Banque nationale suisse (BNS)** a, le 15 décembre 2022, relevé son taux directeur de 50 pbb, la troisième hausse depuis le début de l'année. Ces décisions visent à juguler une inflation élevée. Le taux directeur de la BNS est porté à 1,00%, son niveau le plus élevé depuis la crise financière mondiale de 2008. Ce taux était depuis septembre 2022 fixé à 0,5%, alors que pendant sept ans, et jusqu'au mois de juin 2022, le loyer de l'argent en Suisse était maintenu en territoire négatif (-0,75%) pour combattre la vigueur du franc suisse.

La **Banque du Canada** a, le 7 décembre 2022, relevé son principal taux directeur de 50 points de base (pbb) à 4,25% pour contrer l'inflation, dont le rythme de progression a atteint 6,9% en octobre 2022, pour une cible de 2,0%. Le taux directeur se situe à son plus haut niveau depuis 15 ans. La Banque du Canada estime que les mesures prises commencent à produire des effets et n'envisage pas de nouvelles hausses de taux dans l'immédiat.

La **Banque centrale indienne (RBI)** a, le 7 décembre 2022, relevé de 35 pbb son taux directeur, pour la cinquième fois, le portant à 6,25%. Depuis le début de l'année 2022, la RBI a augmenté son principal taux d'intérêt de 225 points de base, afin de contrer la hausse des prix résultant de l'envolée des cours des matières premières. La dernière décision de la RBI intervient au moment où l'inflation dans le pays devrait se modérer.

En Australie, la **Banque centrale (RBA)** a, le 6 décembre 2022, rehaussé de 25 pbb son taux d'intérêt, afin d'endiguer l'inflation jugée élevée pour la ramener dans la fourchette de 2,0% à 3,0%. Le taux d'intérêt officiel s'élève désormais à 3,10%, soit le niveau le plus élevé depuis 2012. La décision a été prise alors même que la hausse des prix à la consommation en Australie au cours de la période de 12 mois se terminant en octobre 2022 a diminué à 6,9%, contre 7,3% en septembre 2022, un plus haut niveau depuis trois décennies.

La **Banque centrale turque** a, le 24 novembre 2022, à la différence de la plupart des banques centrales, abaissé son taux directeur de 150 points de base, à 9,00%. Elle a annoncé la fin de son cycle d'assouplissement monétaire. Avec cette baisse, la banque centrale turque a, au total, réduit ses taux de 500 points de base en quatre mois. L'institut d'émission monétaire turc estime que cette politique, à contre-courant de celle des principales banques centrales dans le monde, était nécessaire au regard des signes de ralentissement économique dans le pays.

La **Banque centrale du Ghana (BoG)** a, le 28 novembre 2022, relevé son principal taux directeur de 250 points de base, à 27,00%. Cette décision vise à faire face au niveau de l'inflation, qui a atteint 40,4% en octobre 2022, contre 37,5% le mois précédent, soit cinq fois le taux cible de 8% fixé par l'institution. Les données de novembre 2022 font état d'un taux record de l'inflation de 50,3%.

La **Banque centrale du Nigeria (CBN)** a, le 22 novembre 2022, augmenté son taux de prêt de référence pour le faire passer de 15,50% à 16,50%. En mai 2022, la CBN est passée d'une politique monétaire souple pour soutenir la faible croissance économique à une politique restrictive après que l'inflation ait atteint son plus haut niveau depuis 2005. L'inflation annuelle

s'est accélérée pour atteindre 21,1% en octobre 2022, sa neuvième hausse mensuelle consécutive. Avec les perturbations de l'approvisionnement alimentaire, la hausse des coûts d'importation et de production, ainsi que la dépréciation de la monnaie, le taux d'inflation s'est accéléré à 21,5% en novembre 2022. Le pays s'attend à ce que l'inflation reste à deux chiffres, avec une moyenne de 17,2% en 2023.

La Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) a, le 26 septembre 2022, revu à la hausse deux de ses principaux taux directeurs, en vue de contenir les pressions inflationnistes, qui risqueraient de compromettre l'atteinte de l'objectif de stabilité monétaire. Ainsi, le taux d'intérêt des appels d'offres (TIAO) est passé de 4,00% à 4,50%, tandis que celui de la facilité de prêt marginal, de 5,75% à 6,25%. C'est la deuxième augmentation des taux depuis le début de l'année 2022. La BEAC a, le 18 novembre 2022, fait le bilan des réformes réalisées au cours des cinquante dernières années. Les actions de la Banque centrale ont produit des résultats jugés globalement satisfaisants, avec un taux de couverture extérieur de la monnaie significativement au-dessus du minimum statutaire de 20% (70,0% actuellement), des réserves de change représentant environ quatre mois d'importations des biens et services, ainsi qu'un taux d'inflation compatible avec l'objectif de stabilité des prix.

Tableau 1 : synthèse des actions des principales banques centrales

	Variation du taux directeur en 2021 (en pdb)	Variation du taux directeur au 15 décembre 2022 (en pdb)	Taux directeur au 15 décembre 2022 (%)	Cible d'inflation (%)	Taux d'inflation en novembre 2022 (%)
Pays avancés					
États-Unis	0	425	{4,25 - 4,50}	2,0	7,1
Zone euro	0	250	2,50	2,0	10,1
Royaume-Uni	15	225	3,50	2,0	10,7
Pays émergents					
Chine	5	-15	3,65	3,0	1,6
Russie	425	-1250/+1150	7,50	4,0	12,0
Inde	0	225	6,25	5,7	5,9
Brésil	725	450	13,75	{3,75+/-1,5}	5,9
Afrique du sud	25	300	7,00	{3,0 - 6,0}	7,4
Pays en développement					
Nigeria	0	500	16,50	{6,0 - 9,0}	21,5
Ghana	-100/+100	1250	27,00	{8,0+/-2,0}	50,3
CEMAC *	25	100	4,50	3,0	5,2

Sources : Central Bank rates, Banques centrales des pays concernées, tradingeconomics.com ; * taux d'inflation annuel 2022

1.3. Marchés des matières premières

Les cours des matières premières exportées par les pays de l'Union ont renchéri en novembre 2022, en ligne avec la reprise de la demande chinoise. De même, les prix des produits alimentaires importés ont augmenté.

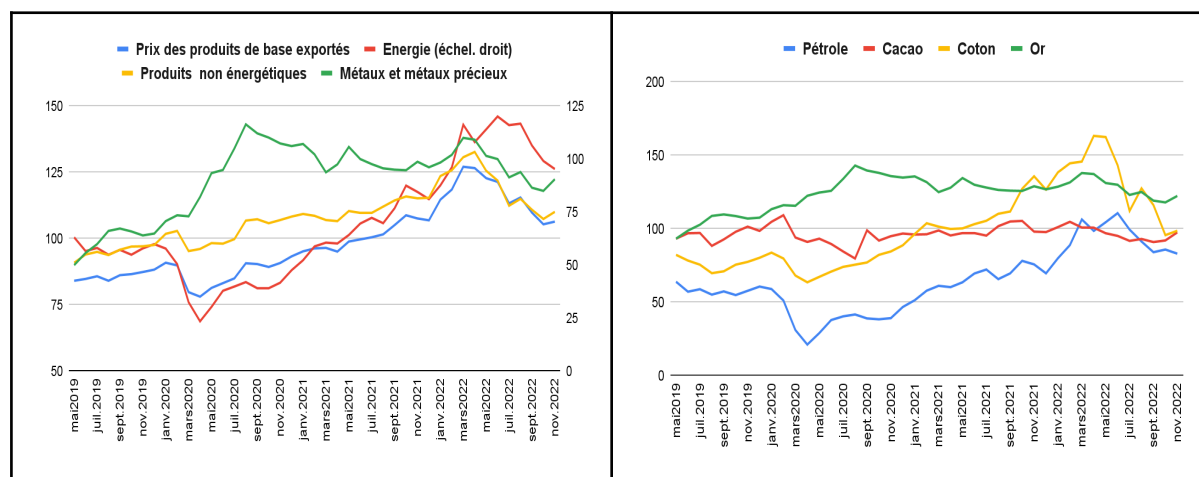
Les prix des principaux produits de base exportés par les pays de l'UEMOA enregistrent une hausse, en glissement mensuel, de 1,0% en novembre 2022, après un recul de 4,0% en octobre 2022. Ce renchérissement est tiré par la hausse des prix des produits non énergétiques (+2,5% en novembre 2022 contre -3,1% en octobre 2022), notamment les produits alimentaires tels que les huiles : **huile de palme** (+7,1%), **huile de palmiste** (+5,4%) et **huile d'arachide** (+1,9), et le **cacao** (+6,1%). D'autres matières premières, à savoir, le **coton** (+3,0%), **les métaux précieux** (+3,7%) et le **zinc** (+3,6%) ont connu des évolutions à la hausse. En revanche, une baisse des

cours a été enregistrée au niveau des prix du **gaz naturel** (-6,1%), du **pétrole** (-3,2%), du **café** (-10,1%), du **caoutchouc** (-8,0%), des **fertilisants** (-7,5%) et de l'**uranium** (-0,8%).

Les prix internationaux des **huiles de palme et de palmiste** ont rebondi, en raison d'un regain de la demande mondiale à l'importation, dans un contexte de craintes d'une baisse du potentiel de production, au vu des précipitations excessives qui sont tombées dans certaines parties des principales régions de culture en Asie du Sud-Est. Le prix de la fève de **cacao** a été tiré à la hausse, sur fond de guerre frontale entre les pays producteurs d'Afrique de l'Ouest et les grands industriels et multinationales du cacao et du chocolat. La hausse des cours du **coton** est en phase avec la reprise de la demande des usines, induite par la hausse des ventes américaines. La remontée des cours de l'**or** s'explique par un affaiblissement du dollar. Les cours du **zinc** continuent d'être portés par la demande dans le secteur de l'automobile, plus élevée que l'offre du minerai.

Par contre, les prix du **gaz naturel** connaissent une accalmie, grâce à des niveaux de stockage en gaz naturel au plus haut en Europe, un retour progressif des centrales nucléaires françaises pour l'hiver, une météo clémente et douce, ainsi qu'une prise de conscience des citoyens pour réduire la consommation d'électricité. Les incertitudes sur l'activité économique mondiale se traduisent par un repli des cours du **pétrole**, **accentué par** l'augmentation des stocks américains. Le **café** est confronté à une demande mondiale affaiblie, alors que l'offre augmente au Brésil notamment. La faiblesse de la monnaie brésilienne, le real, face au dollar incite également les exportateurs brésiliens à vendre sur le marché mondial, leur produit gagnant en compétitivité, tout comme la Colombie, dont le peso a perdu en valeur face au dollar. La recrudescence des cas de la Covid-19 induisant des inquiétudes sur la demande de la Chine a tiré les prix du **caoutchouc** à la baisse. L'accord entre la Russie et l'Ukraine sur les exportations de céréales et d'engrais par la mer Noire, reconduit le 17 novembre 2022, pour 120 jours supplémentaires sans ajout de nouvelles conditions, a contribué à faire baisser les cours du **phosphate**.

Graphique 1 : Évolution des cours des matières premières exportées par les pays de l'UEMOA (Indices, base 100 en 2013)



Sources : Reuters, calculs BCEAO

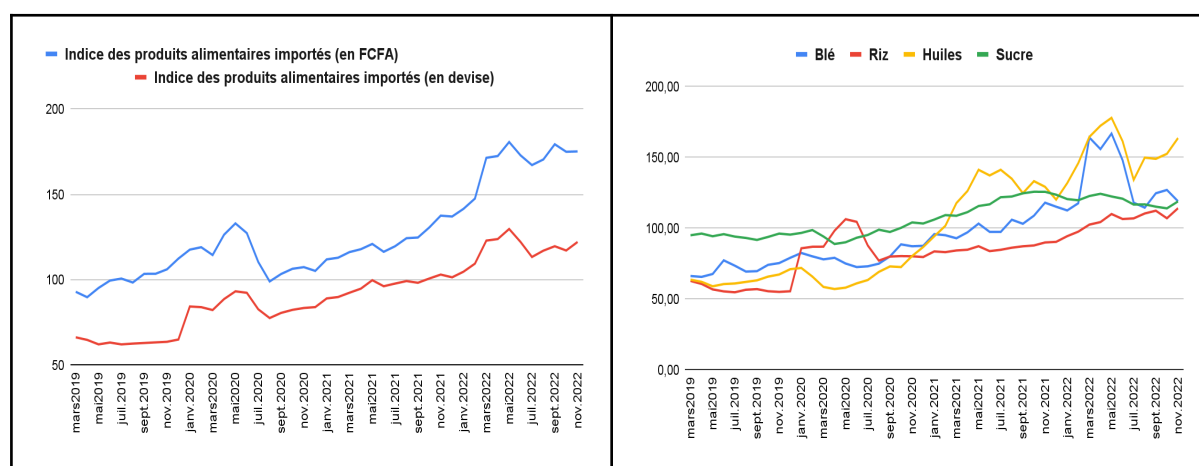
Par rapport à novembre 2021, les prix des principaux produits exportés par les pays de l'UEMOA ont baissé de 1,1%, après une diminution de -3,3% le mois précédent. La baisse des cours concerne les produits non énergétiques (-4,4%), notamment les **produits alimentaires** (-5,7%), le **coton** (-27,4%), le **caoutchouc** (-16,3%) et les **métaux précieux** (-5,2%).

Les prix des principaux produits alimentaires importés dans l'UEMOA ont connu une hausse de 4,2% en novembre 2022, après un repli de 2,1% un mois auparavant. Les hausses concernent les cours de l'**huile de soja** (+7,3%), du **riz** (+6,6%) et du **sucre** (+4,3%). En revanche, le **blé** (-6,3%) s'est replié.

Les valeurs mondiales de l'**huile de soja** ont progressé, principalement sous l'effet d'une demande persistante et solide de la part du secteur du biogazole, en particulier aux États-Unis. La baisse de l'offre, la diminution des stocks, ainsi que la demande croissante de la Chine et des pays européens sont autant de facteurs qui expliquent la hausse des cours du **riz**. Concernant le **sucre**, les retards de récolte dans les principaux pays producteurs et l'abaissement du quota d'exportation en Inde suscitent des tensions et entraînent une hausse des prix de ce produit.

Par contre, la prolongation de l'accord sur les corridors en mer Noire pour l'exportation de produits agricoles ukrainiens et les craintes concernant la consommation mondiale, potentiellement impactée par l'inflation, ont pesé sur les cours du **blé**.

Graphique 2 : Évolution des prix des produits alimentaires importés par les pays de l'Union (Indices, base 100 en 2013)



Sources : Reuters, calculs BCEAO

Par rapport à la même période de l'année 2021, les prix des principaux produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA ont augmenté de 18,5% en novembre 2022, après un accroissement de 16,2% le mois précédent. Cette tendance haussière a été imprimée par le renchérissement du **riz** (+26,8%), de l'**huile de soja** (+26,6%) et du **blé** (+0,8%). En revanche, les cours du **sucre** (-5,4%) ont baissé.

Exprimés en franc CFA, les prix des produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA se sont accrus de 27,1%, tirés par les accroissements des prix du riz (+42,0%), du blé (+12,8%) et du sucre (+10,0%). La baisse de 7,3% des cours des huiles a amoindri cette tendance.

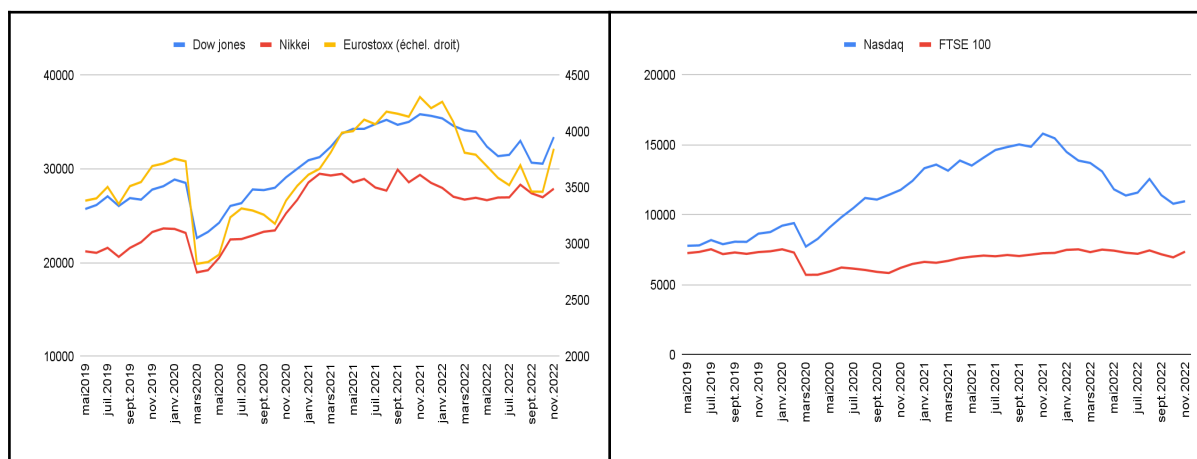
1.4. Marchés financiers mondiaux

Les principaux indices boursiers sur les places financières internationales ont connu des évolutions haussières sur la première moitié de décembre 2022. Les mesures de relance adoptées par les Gouvernements, dans le but d'éviter la récession, semblent impacter positivement les économies et les profits.

1.4.1. Les places boursières

Sur la première moitié du mois de décembre 2022, les principaux indices boursiers ont connu des évolutions positives par rapport au mois précédent. En effet, en Afrique, hormis la BRVM, tous les principaux indices se sont inscrits en hausse (MASI du Maroc : +4,1%, NSE du Nigeria : +8,0%, et FTSE de l'Afrique du sud : +5,7%). Au niveau international, la dynamique a été également haussière. Aux États-Unis, les indices NASDAQ et DOW JONES se sont accrus respectivement de 1,9% et 1,6% par rapport à leur niveau du mois de novembre 2022. Dans la zone euro, les indices EUROSTOXX 50 et CAC 40 ont enregistré des hausses respectives de 3,6% et 1,8%. Au Royaume-Uni, l'indice FTSE 100 a enregistré une hausse de 1,7% par rapport au mois précédent. Au Japon, l'indice NIKKEI 225 a reculé de 0,1% en décembre 2022.

Graphique 3 : Évolution des indices boursiers internationaux (en nombre de points)



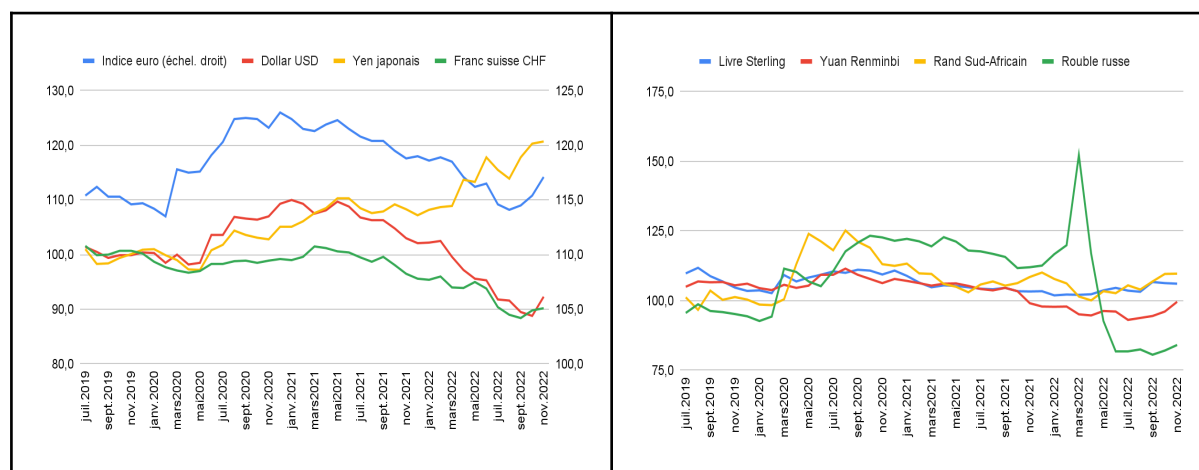
Sources : Reuters, calculs BCEAO

1.4.2. Les taux de change

L'indice du taux de change de l'euro, calculé par la BCE, s'est apprécié de 1,1% en décembre 2022 comparativement à son niveau moyen du mois de novembre 2022. Les décisions de la Banque centrale européenne (BCE), les 27 octobre et 15 décembre 2022, d'augmenter de 75 ppb et 50 ppb ses taux d'intérêt directeurs, la modération du risque de récession, notamment en Allemagne, ont permis à l'euro de se maintenir par rapport à certaines devises. La monnaie des pays de la zone euro a progressé de 3,7% vis-à-vis du dollar canadien, de 3,0% à l'égard du dollar américain, de 0,3% par rapport au franc suisse. L'euro s'est aussi apprécié à l'égard des monnaies des pays émergents sur la même période (rouble russe : +4,0%, roupie indienne : +3,2%, livre turque : +3,2%, rand sud africain : +2,2% et yuan chinois : +0,7%). En revanche, la monnaie européenne s'est dépréciée par rapport au yen japonais (-1,5%), à la livre sterling (-1,0%) et au baht thaïlandais (-1,1%).

Graphique 4 : Évolution du taux de change de l'euro face aux principales devises

(Indices, base 100 en 2016)

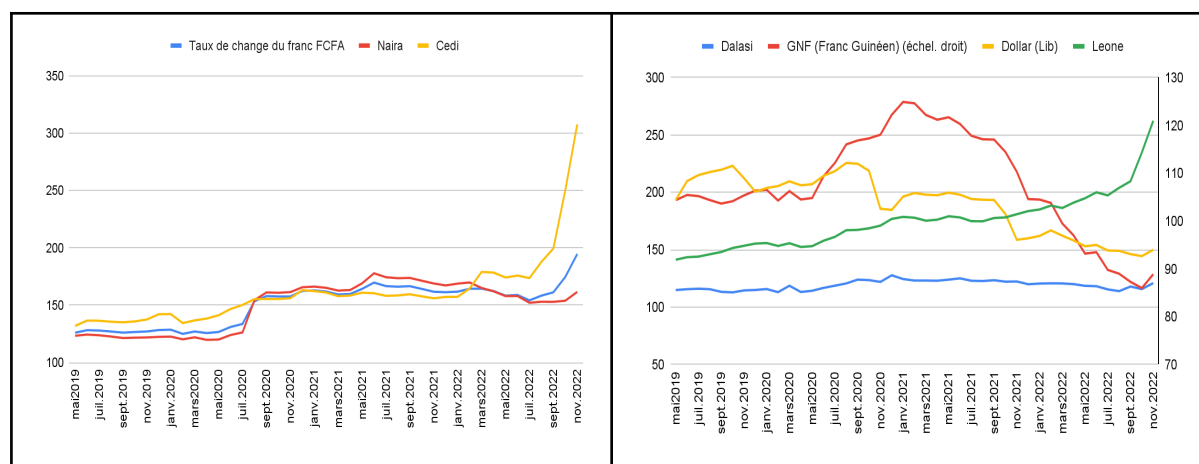


Sources : BCE, Calculs BCEAO

Dans la sous-région ouest-africaine, le franc CFA enregistre, au cours du mois de décembre 2022, une progression de 3,6% comparée à sa valeur du mois précédent. Le franc CFA s'est apprécié face à la leone (+6,3%), au naira (+4,0%), au dollar libérien (+3,4%), au franc guinéen (+3,3%), au dalasi gambien (+3,2%) et au cédi (+3,0%).

Graphique 5 : Évolution du taux de change des monnaies de l'Afrique de l'Ouest

(Indices, base 100 en 2016)



Sources : AMAO, calculs BCEAO

En variation annuelle, le franc CFA s'est apprécié de 25,8% par rapport aux monnaies des autres pays de l'Afrique de l'Ouest. Il enregistre une hausse de 103,9% et 52,5% respectivement par rapport au cédi et à la leone. En revanche, la monnaie des pays de l'UEMOA s'est dépréciée de 14,2% vis-à-vis du franc guinéen.

II. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DANS L'UEMOA

2.1. Production de biens et services

Les indicateurs de la conjoncture interne, à fin octobre 2022, font ressortir un renforcement de l'activité économique, soutenu par le raffermissement de la demande intérieure, ainsi que la poursuite des investissements publics, dans un contexte de réalisation de plusieurs projets d'envergure, notamment dans les secteurs pétrolier et gazier. En glissement annuel, la

production industrielle a augmenté de 9,5%, après une réalisation de 5,0% en septembre. Le chiffre d'affaires du commerce de détail s'est accru de 17,9%, après +10,2% précédemment. En outre, les prestations des services marchands et financiers ont enregistré des hausses respectives de 6,8% et 14,7%, après des progressions de 7,8% et 14,7% le mois précédent. Dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP), l'enquête auprès des chefs d'entreprise fait état d'une poursuite de l'amélioration de l'activité dans certains pays de l'Union (Sénégal, Bénin, Togo, Guinée-Bissau et Niger).

2.1.1. Production industrielle

La production industrielle, en glissement annuel, a augmenté de 9,5%, après une hausse de 5,0% en septembre 2022. Le regain de dynamisme est essentiellement tiré par le renforcement de la production de l'industrie manufacturière (+5,9 points de pourcentage de contribution contre +3,6 points le mois précédent), en particulier les produits alimentaires et boissons (+2,3 points) et les produits pétroliers raffinés (+1,9 point de pourcentage). Par ailleurs, une hausse a été enregistrée au niveau de la production des activités extractives (+2,7 points contre +0,8 point).

Tableau 2 : Évolution de l'indice de la production industrielle, données CVS-CJO
(contribution à la croissance en point de pourcentage)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2020	2021	2022		2022	
	Octobre	Octobre	septembre	Octobre (*)	septembre	Octobre (*)
Production des activités extractives	-1,6	-0,9	-1,0	0,8	0,8	2,7
Pétrole brut et gaz naturel	-0,3	-0,4	-1,5	1,1	0,7	2,3
Industries manufacturières	-3,6	-2,7	1,5	-0,6	3,6	5,9
Produits alimentaires et boissons	-1,5	0,1	-0,9	2,0	0,2	2,3
Textiles	0,0	-0,2	0,2	0,2	0,0	0,3
Produits pétroliers raffinés	0,1	0,1	0,0	1,1	0,8	1,9
Electricité, eau et gaz	0,1	0,0	0,2	0,4	0,5	0,9
Indice Général	-5,1	-3,5	0,7	0,7	5,0	9,5

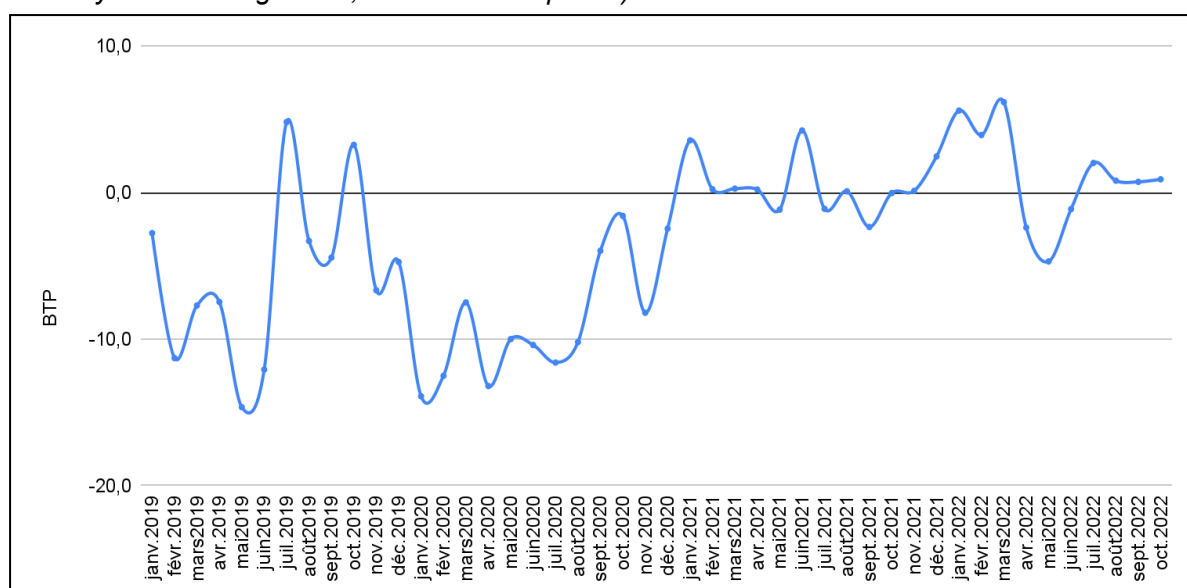
Source : BCEAO, (*) données provisoires

En variation mensuelle, l'indice de la production industrielle, corrigé des variations saisonnières (CVS), a enregistré une progression de 0,7% en octobre 2022, tout comme le mois précédent. Le renforcement des activités industrielles est imputable aux industries extractives (+0,8 point de pourcentage de contribution) et à celles de production d'électricité, eau et gaz (+0,4 point de pourcentage de contribution). Le recul des industries manufacturières (-0,6 point de pourcentage de contribution), à la suite de la baisse des articles d'habillement, a limité la hausse.

2.1.2. Bâtiments et travaux publics

Les données du mois d'octobre 2022 de l'enquête auprès des chefs d'entreprise font état d'une amélioration de l'activité dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP), en hausse par rapport à la situation du mois dernier. L'écart de l'indice d'activité dans les BTP par rapport à la moyenne de long terme (100) est resté positif, ressortant à +0,9 point après 0,7 point le mois dernier. Par pays, une amélioration de l'activité des BTP a été relevée au Sénégal (+15,3 points), au Bénin (+4,9 points), au Togo (+3,6 points), en Guinée-Bissau (+1,2 point) et au Niger (+0,7 point). En revanche, un repli de l'activité a été observé au Burkina (-4,3 points), au Mali (-3,0 points) et en Côte d'Ivoire (-1,9 point).

Graphique 6 : Évolution de l'activité dans le secteur des BTP de l'UEMOA (écart par rapport à la moyenne de long terme, en nombre de points)



Source : BCEAO

2.1.3. Activité commerciale

Le rythme de progression du chiffre d'affaires du commerce de détail, en glissement annuel, s'est établi à 17,9% en octobre 2022, après une hausse de 10,2% le mois précédent. La hausse de l'activité dans le commerce de détail est principalement liée à celle des produits pétroliers (+12,2 points de pourcentage de contribution) et, dans une moindre mesure, des produits de l'alimentation (+1,9 point), d'automobiles, motocycles et pièces détachées (+1,5 point) et des produits d'équipement de logement (+1,1 point).

Tableau 3 : Variation de l'indice du chiffre d'affaires (ICA), données CVS-CJO (contribution à la croissance de l'indice global en point de pourcentage)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2020	2021	2022		2022	
	Octobre	Octobre	septembre	Octobre (*)	septembre	Octobre (*)
Produits de l'alimentation	-1,6	-2,8	-0,5	0,0	-1,1	1,9
dont autres produits de l'alimentation, boissons et tabacs	-1,2	-2,5	-0,4	-0,1	-0,9	1,7
Équipement de la personne	0,2	-0,1	0,0	0,1	0,1	0,2
dont textiles, habillement, articles chaussants et cuirs	0,2	0,0	0,0	0,1	0,1	0,2
Équipement de logement	-0,7	-0,4	-0,1	0,3	0,4	1,1
Automobiles, motocycles et pièces détachées	-0,7	-1,6	0,0	0,2	-0,3	1,5
dont véhicules automobiles neufs	-0,5	-0,5	0,0	0,4	0,7	1,7
Produits pétroliers	-2,0	0,5	1,3	-0,3	12,3	12,2
Produits pharmaceutiques et cosmétiques	0,6	-0,7	-0,3	0,6	-1,3	0,2
dont produits pharmaceutiques et médicaux	0,5	-0,7	-0,3	0,6	-1,3	0,1
Produits divers	0,4	-1,0	0,1	-0,3	0,2	0,9
INDICE GLOBAL	-3,8	-6,0	0,6	0,6	10,2	17,9

Source : BCEAO (*) données provisoires

Le chiffre d'affaires du commerce de détail a connu une amélioration, en variation mensuelle, avec une hausse de 0,6% au cours du mois d'octobre 2022, identique un mois plus tôt. L'augmentation de l'activité dans le commerce de détail est principalement liée à celle des

produits pharmaceutiques et cosmétiques (+0,6 point de pourcentage de contribution) et des produits d'équipement de logement (+0,3 point).

2.1.4. Services marchands

En glissement annuel, les services marchands non financiers ont connu une progression de 6,8% en octobre 2022 contre 7,8% un mois plus tôt. L'accroissement du chiffre d'affaires des services est observé dans tous les pays de l'UEMOA. Les hausses les plus importantes ont concerné la Côte d'Ivoire (+11,5%), le Togo (+8,3%), le Sénégal (+5,7%) et le Mali (+5,0%).

Tableau 4 : Variation des services marchands non financiers (en %)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2021		2022		2022	
	septembre	octobre	septembre	octobre (*)	septembre	octobre (*)
Bénin	0,1	0,5	-4,6	6,7	-3,1	2,9
Burkina	0,7	1,9	0,5	0,5	1,7	0,4
Côte d'Ivoire	-1,0	3,7	3,7	2,6	12,7	11,5
Guinée-Bissau	0,2	0,8	-0,2	0,8	2,6	2,7
Mali	1,3	3,2	0,0	1,2	7,0	5,0
Niger	2,9	1,9	1,5	-3,4	6,9	1,3
Senegal	3,8	-1,6	1,4	0,0	4,0	5,7
Togo	-0,3	7,6	1,5	-3,0	20,1	8,3
INDICE GLOBAL	0,7	2,2	1,6	1,2	7,8	6,8

Source : BCEAO (*) données provisoires

S'agissant des services financiers, le chiffre d'affaires s'est accru dans tous les pays de l'UEMOA, en rythme annuel. Les hausses les plus importantes ont concerné le Mali (+18,1%), la Guinée-Bissau (+17,8%), le Sénégal (+17,3%), le Burkina (+17,2%), la Côte d'Ivoire (+13,1%), le Bénin (+12,9%) et le Togo (+11,0%).

D'un mois à l'autre, les services marchands non financiers ont progressé de 1,2% en octobre 2022, après une hausse de 1,6% un mois plus tôt. Les services financiers ont également connu un accroissement de 3,6% entre septembre et octobre 2022 après une baisse de 0,5% le mois précédent.

Tableau 5 : Variation des services marchands financiers (en %)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2021		2022		2022	
	septembre	octobre	septembre	octobre (*)	septembre	octobre (*)
Bénin	-1,1	2,5	2,8	3,3	12,1	12,9
Burkina	1,5	-2,0	1,6	0,1	14,7	17,2
Côte d'Ivoire	-2,4	13,7	-4,0	9,6	17,3	13,1
Guinée-Bissau	-1,3	-10,1	-5,4	-4,6	11,0	17,8
Mali	-3,0	7,8	1,0	2,6	24,1	18,1
Niger	7,3	-3,3	5,8	2,5	2,7	8,9
Senegal	3,5	-10,0	0,6	-4,1	10,1	17,3
Togo	3,8	7,5	3,7	5,4	13,1	11,0
INDICE GLOBAL	0,2	3,6	-0,5	3,6	14,7	14,7

Source : BCEAO (*) données provisoires

2.2. Inflation

L'inflation dans l'Union s'est maintenue à un niveau élevé en novembre 2022, en liaison avec la hausse des prix des produits et services de l'alimentation, du transport et du logement.

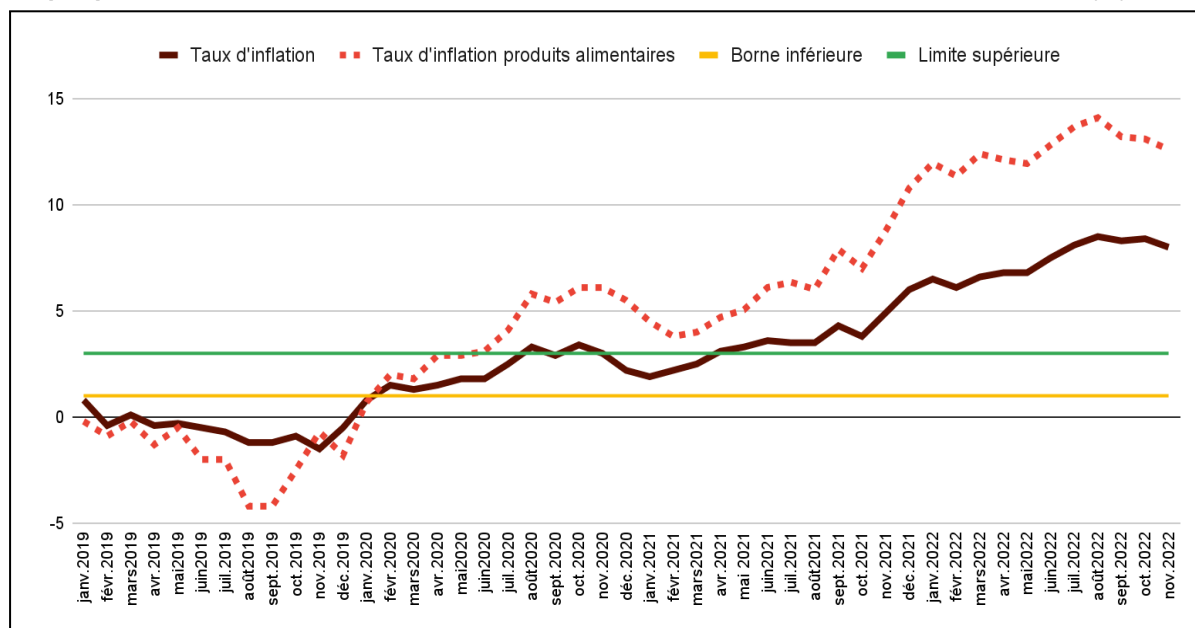
Le taux global de l'inflation est ressorti, en glissement annuel, à 8,0% en novembre 2022, en décélération de 0,4 point de pourcentage par rapport à son niveau d'octobre 2022, où il s'était établi à 8,4%. La décélération de l'inflation est essentiellement imputable à une hausse de moindre ampleur des prix des composantes «Produits alimentaires» (+5,7 points contre +5,9 points en octobre 2022) et «Transports» (+0,6 point après 0,7 point un mois plus tôt), atténuée par le maintien du rythme de progression noté niveau de la fonction logement (+0,6 point contre +0,6 point en octobre 2022).

Les prix des produits alimentaires ont progressé de 12,6% au cours du mois de novembre 2022, après une augmentation de 13,1% un mois plus tôt. La légère décélération amorcée au niveau des produits alimentaires est consécutive à l'arrivée sur les marchés des nouvelles récoltes de la campagne 2022/2023, dont la production céréalière serait en hausse de l'ordre de 16%, contre une baisse de 13,1% l'année précédente. Toutefois, les prix des produits alimentaires demeurent élevés, en raison notamment de la persistance des chocs externes liés à l'envolée des cours internationaux des denrées alimentaires importées par l'Union (+27,1%), avec des hausses relativement élevées pour les prix internationaux des produits de grande consommation tels que le riz (+42,0%), le lait (+22,2%) et le blé (+12,8%). A ces chocs externes, s'ajoute la persistance des difficultés d'approvisionnement des marchés locaux, en lien avec les incidences des crises sécuritaire et socio-politique.

La composante «Transports» s'est accrue de 7,0% en novembre 2022, après une hausse de 8,0% le mois précédent. Cette décélération est subséquente à la stabilisation des prix à la pompe au cours de la période sous revue. Le rythme de progression des prix demeure cependant élevé, en glissement annuel, en raison des relèvements successifs des prix des carburants. En effet, dans le sillage de l'envolée des cours mondiaux de pétrole brut, la hausse des prix à la pompe de l'essence sur un an atteint 38,6% au Togo, 26,0% en Côte d'Ivoire, 25,0% au Bénin, 22,3% au Mali, 22,0% au Burkina, 15,5% en Guinée-Bissau et 14,8% au Sénégal, à fin novembre 2022. Pour le gasoil, la progression des prix se situe à 63,5% au Togo, 36,4% au Mali, 33,3% au Bénin, 24,2% au Niger, 24,2% au Burkina, 14,8% en Guinée-Bissau et 6,5% en Côte d'Ivoire.

Du côté des services de logement et de la consommation d'énergie domestique, la dynamique des prix a été portée essentiellement par le charbon de bois et le pétrole lampant.

Graphique 7 : Évolution de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation dans l'UEMOA (%)



Sources : INS, BCEAO

Le taux d'inflation sous-jacente, calculé en excluant les prix des produits frais et de l'énergie, a également connu une décélération, ressortant à 5,3% en novembre 2022, contre une réalisation de 5,4% le mois précédent. Cette évolution est en lien avec la baisse des prix intérieurs de certaines denrées alimentaires, notamment le sucre (+14,6% contre 15,3%), le lait (+8,5% contre +9,3%), et les légumes secs (+6,2% contre +11,0%). Au total, les tensions sur les prix de ces denrées alimentaires expliquent 51,1% de la hausse de l'inflation sous-jacente.

III. TAUX D'INTÉRÊT, LIQUIDITÉ ET MONNAIE

Le Comité de Politique Monétaire de la BCEAO a décidé, lors de sa session du 9 décembre 2022, de relever de 25 points de base les taux directeurs de la BCEAO, à compter du 16 décembre 2022, pour la troisième fois depuis juin 2022. Les conditions de financement dans les économies de l'UMOA sont demeurées toutefois globalement favorables. Le financement des secteurs public et privé s'est poursuivi à un rythme soutenu, se traduisant par une croissance des agrégats monétaires.

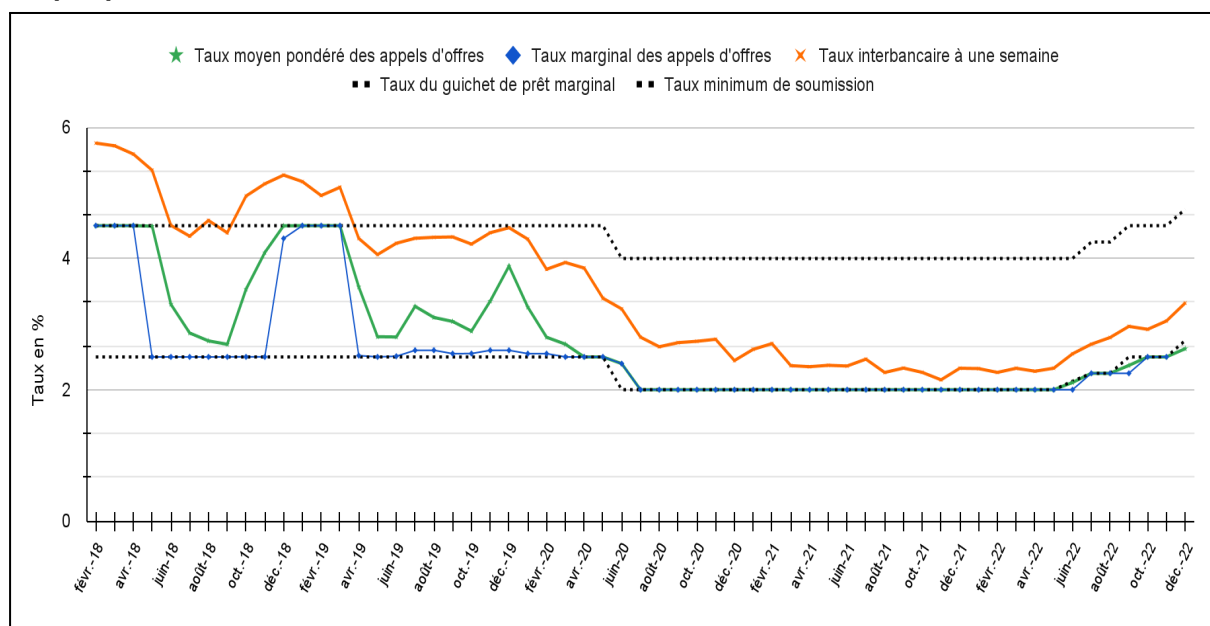
3.1. Taux d'intérêt des marchés monétaire et interbancaire

Au cours de la période récente, les conditions sur le marché monétaire sont restées favorables, malgré la hausse modérée des taux sur les marchés suite aux accroissements des taux directeurs de 25 points de base, décidés par le Comité de Politique Monétaire au cours de ses sessions ordinaires des 14 juin, 14 septembre et 9 décembre 2022. Le taux minimum de soumission aux appels d'offres d'injection de liquidité et le taux de guichet de prêt marginal sont passés depuis le 16 décembre 2022 respectivement à 2,75% et 4,75%, après 2,50% et 4,50%.

Sur le marché interbancaire, le taux d'intérêt moyen pondéré sur la maturité à une semaine est ressorti à 3,32% en décembre² 2022, en hausse de 27 points de base par rapport à son niveau de novembre 2022 (3,05%) et de 73,4 pnb depuis le 13 juin 2022 (2,59%). En décembre 2021, ce taux se situait à 2,46%. Sur les guichets de refinancement de la BCEAO, les demandes des banques de l'Union ont été servies au taux minimum de 2,75% depuis le 16 décembre 2022.

² données disponibles au 20 décembre 2022.

Graphique 8 : Évolution des taux d'intérêt sur le marché monétaire



Sources : BCEAO

3.2. Taux d'intérêt des banques

Les résultats de l'enquête sur les conditions de banque révèlent, à l'échelle de l'Union, que les taux d'intérêt débiteurs des banques au cours du mois d'octobre 2022 ont connu une hausse de 9 pnb par rapport au mois précédent. Hors charges et taxes, le taux débiteur moyen est ressorti à 6,68%, contre 6,59% un mois auparavant et 6,26% un an plus tôt. Le coût du crédit bancaire a augmenté au Niger (8,60% contre 7,44%), au Mali (7,74% contre 7,36%), au Sénégal (5,70% contre 5,64%) et en Côte d'Ivoire (6,45% contre 6,40%). En revanche, une baisse a été notée au Bénin (6,81% contre 7,71%), en Guinée-Bissau (8,47% contre 8,68%), au Togo (7,55% contre 7,65%) et au Burkina (7,31% contre 7,34%).

Les taux d'intérêt créditeurs des dépôts à terme ont augmenté de 4 pnb pour s'établir à 5,38%, contre 5,34% un mois plus tôt et 5,28% une année auparavant. Par pays, une hausse de la rémunération des dépôts est notée au Burkina (5,36% contre 4,72%) et au Mali (5,23% contre 4,94%). En Côte d'Ivoire, les taux créditeurs sont restés inchangés à 5,39%. Par contre, une baisse de la rémunération des dépôts est relevée en Guinée-Bissau (4,65% contre 6,22%), au Niger (5,53% contre 6,05%), au Togo (5,34% contre 5,55%), au Bénin (5,10% contre 5,16%) et au Sénégal (5,55% contre 5,59%).

3.3. Liquidité bancaire

En novembre 2022, la liquidité propre des banques a connu une dégradation de 591,2 milliards de francs CFA. Cette évolution résulte de l'incidence négative des transferts nets vers l'extérieur (-466,7 milliards) et des retraits nets de billets (-298,0 milliards). Toutefois, le solde de leurs opérations avec les Etats et des autres facteurs nets (+173,6 milliards) a atténué la détérioration de la liquidité propre des banques.

Tableau 6 : Facteurs explicatifs de l'évolution de la liquidité des banques (montants en milliards de FCFA)

Variation des facteurs autonomes (en milliards)	nov-21 / oct-21	oct-22 / sept-22	nov-22 / oct-22
Circulation fiduciaire (1)	285,7	86,5	298,0
Transferts nets des banques (2)	-185,9	-421,7	-466,7
Opérations des États avec les banques et autres facteurs nets (3)	539,0	168,4	173,6
Position structurelle de liquidité (4) = (2) + (3) - (1)	67,4	-339,8	-591,2
Réserves obligatoires (5)	-7,6	2,6	-7,5
Hausse (+) ou baisse (-) des besoins de liquidité (6) = (5) - (4)	-75,0	342,3	583,7
Refinancements (7)	306,9	38,1	513,2
Variation de la liquidité bancaire (8) = (4) + (7)	374,3	-301,7	-78,0

Source : BCEAO

Durant le mois de novembre 2022, les banques de l'UEMOA ont accru leur recours au refinancement de la Banque Centrale de 513,2 milliards. Au total, la liquidité bancaire s'est soldée par une baisse de 78,0 milliards d'un mois à l'autre.

Tableau 7 : Répartition des refinancements suivant les guichets³

Valeurs en milliards	Encours			Variation	
	nov. 21	oct. 22	nov. 22	oct-22 / sept-22	nov-22 / oct-22
Guichet hebdomadaire	3 660,5	5 433,4	5 952,8	-101,9	519,4
Guichet mensuel	1 521,3	1 892,3	1 825,7	103,1	-66,6
Guichet de prêt marginal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Guichet de relance	170,0	673,2	742,5	60,9	69,3
Guichet de Soutien et de Résilience	105,7	38,7	29,7	-24,0	-9,0
Refinancement total de la Banque Centrale	5 457,5	8 037,6	8 550,8	38,1	513,2

Source : BCEAO

L'analyse de la constitution de réserves obligatoires au cours de la période allant du 16 octobre au 15 novembre 2022 fait apparaître une situation excédentaire pour les banques de l'Union par rapport au niveau des réserves requises. Les réserves excédentaires des banques sont ressorties à 1.826,8 milliards, soit 170,3% des réserves requises.

Tableau 8 : Niveau des réserves excédentaires selon la présence au refinancement (montants en milliards de FCFA, sauf indication contraire)

Pays	Banques venant au refinancement			Autres banques			Total	
	Réserves excédentaires	RO	En % des réserves requises	Réserves excédentaires	RO	En % des réserves requises	Réserves excédentaires	En % des réserves requises
Bénin	77,5	60,5	128,1	13,2	4,5	290,7	90,7	139,4
Burkina	155,7	136,0	114,5	4,8	1,2	394,1	160,4	116,9
Côte d'Ivoire	354,0	253,7	139,5	540,2	146,8	368	894,2	223,3
Guinée-Bissau	3,9	5,6	69,9	3,0	2,3	131,6	6,9	87,9
Mali	71,0	132,0	53,7	0,0	0,0	0,0	71,0	53,7
Niger	22,8	45,3	50,4	9,8	1,3	725,3	32,6	69,9
Sénégal	115,3	134,0	86,1	406,9	87,2	466,7	522,2	236,1
Togo	34,8	42,8	81,4	13,9	19,6	71,1	48,8	78,2
UMOA	835,1	810,0	103,1	991,7	263,0	377,1	1 826,8	170,3

Source : BCEAO, RO : Réserves Obligatoires.

³ Les données des encours ne concernent que les banques

3.4. Monnaie

Le rythme de progression de la masse monétaire a augmenté pour ressortir à 14,1% en octobre 2022, contre 12,4% un mois plus tôt. Cette accélération s'est traduite par une hausse du taux de progression des dépôts (+15,9%) et de la circulation fiduciaire (+7,9%) après respectivement 13,2% et 9,7% un mois plus tôt.

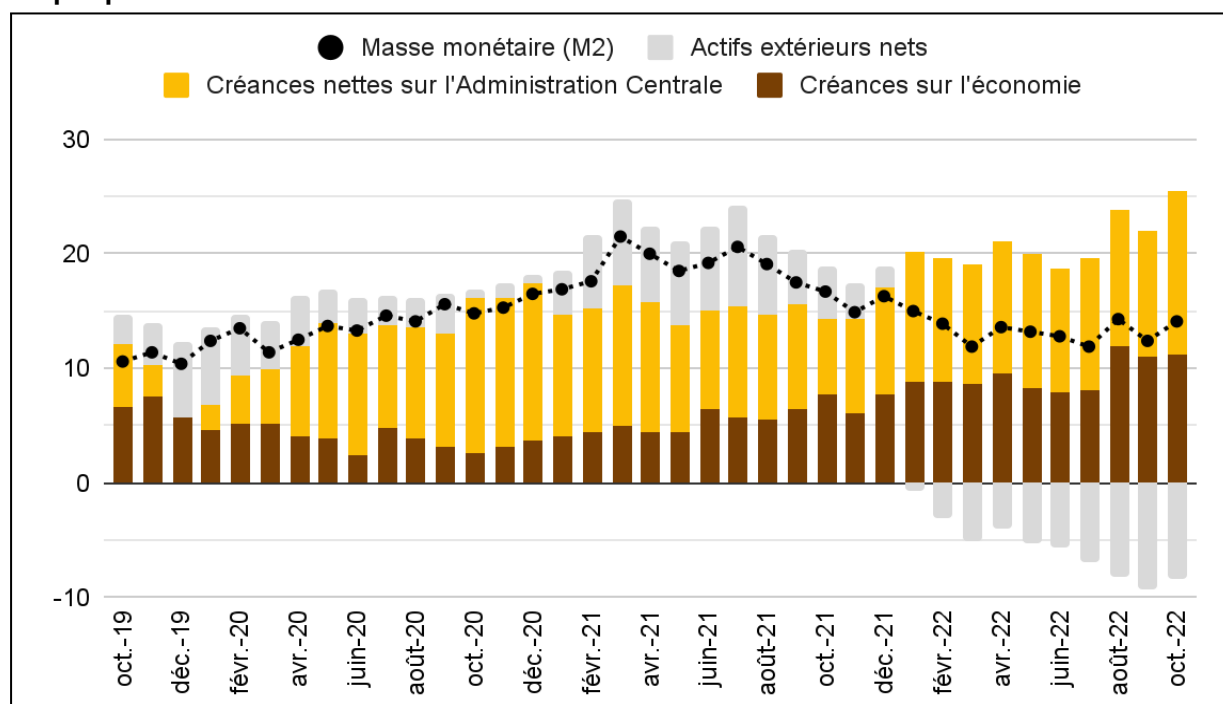
Tableau 9 : Situation monétaire à fin octobre 2022 (montants en milliards de FCFA, sauf indications contraires)

	sept.-21	août-22	sept.-22	oct.-22	Variation mensuelle (%)		Variation annuelle (%)	
					Période précédente	Période courante	Période précédente	Période courante
Masse monétaire (M2)	38 359,3	38 596,5	43 114,8	44 036,7	-1,7	2,1	12,4	14,1
Circulation fiduciaire	8 477,7	8 609,8	9 302,8	9 288,0	-1,8	-0,2	9,7	7,9
Dépôts	29 881,6	29 986,7	33 812,0	34 748,7	-1,6	2,8	13,2	15,9
Actifs extérieurs nets	7 624,4	7 152,7	4 070,4	3 923,0	-20,9	-3,6	-46,6	-45,2
Créances intérieures	39 936,0	40 945,1	48 361,3	50 763,5	-0,2	5,0	21,1	24,0
Créances nettes sur APUC	14 514,5	14 789,8	18 734,7	20 296,7	-0,2	8,3	29,1	37,2
Créances sur l'économie	25 421,5	26 155,3	29 626,5	30 466,8	-0,2	2,8	16,5	16,5

Source : BCEAO

La progression de la masse monétaire en octobre 2022 résulte essentiellement de la hausse des créances des institutions de dépôt sur les unités résidentes de 9.818,4 milliards ou +24,0%, atténuée par la dégradation des actifs extérieurs nets (AEN) de 3.229,6 milliards ou 45,2%.

Graphique 9 : Contribution à la croissance de la masse monétaire en variation annuelle



Source : BCEAO

3.4.1. Actifs Extérieurs Nets (AEN) des institutions de dépôt

A fin octobre 2022, les AEN des institutions de dépôt de l'Union se sont contractés de 3.229,6 milliards, en un an, reflétant la baisse de 3.093,8 milliards des AEN de la Banque Centrale et de 135,9 milliards de ceux des autres institutions de dépôt.

Les réserves de change de la Banque Centrale ont baissé, sur un an, de 2.363,1 milliards pour ressortir à 11.244,1 milliards à fin octobre 2022. Ce niveau de réserves assure aux économies de l'Union 4,3 mois d'importations de biens et services, contre 4,6 mois un mois plus tôt. Il correspond à un taux de couverture de l'émission monétaire de 68,2% contre 67,9% le mois précédent. A fin novembre 2022, le niveau des réserves a atteint 10.787,2 milliards, en baisse de 2.843,1 milliards en un an. Il couvre désormais 4,1 mois d'importations de biens et services et correspond à un taux de couverture de l'émission monétaire de 64,0%.

3.4.2. Créances intérieures

Le recours des Etats au marché financier régional pour le financement des déficits publics a notamment contribué à accroître les créances nettes des institutions de dépôt. Le rythme de progression de ces créances est ressorti à 37,2%, après 29,1% un mois plus tôt. En particulier, les concours des banques aux États, sous forme d'acquisition de titres publics, se sont accrus, en glissement annuel, de 3.407,1 milliards ou 22,7%, contre 15,3% le mois précédent.

Le taux de croissance, en glissement annuel, des créances sur l'économie est resté stable, s'établissant à 16,5% en octobre 2022. Cette situation a été essentiellement reflétée par les prêts accordés aux entreprises et aux ménages. L'encours des crédits accordés aux entreprises privées a enregistré une hausse de 18,9%, après l'accroissement de 17,9% observé un mois plus tôt. Les crédits accordés aux ménages et Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages (ISBLSM) ont, pour leur part, enregistré une hausse de 11,8% en octobre 2022, contre 15,4% le mois précédent. Le portefeuille de titres privés, détenus par les banques, s'est également élargi, avec un encours qui a augmenté en un an, de 75,8% en octobre 2022 contre 47,1% en septembre 2022.

En définitive, les créances intérieures ont progressé, en glissement annuel, de 24,0% pour s'établir à 50.763,5 milliards en octobre 2022.

IV. MARCHÉ FINANCIER DE L'UEMOA

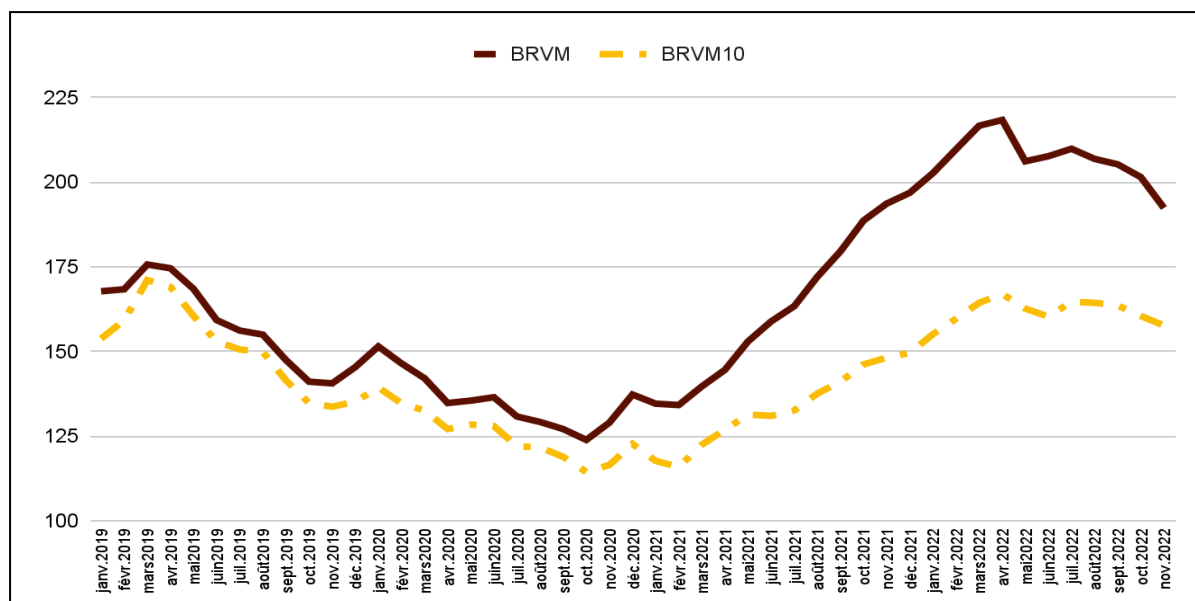
Les activités du marché boursier régional ont connu des évolutions à la baisse sur la période récente. Les Etats ont, pour leur part, levé sur le marché des titres de dette publique moins de ressources en novembre 2022 par rapport au mois précédent.

4.1. Marché boursier de l'UEMOA

Au niveau de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), les indicateurs d'activité du marché ont affiché des évolutions à la baisse. A fin novembre 2022, l'indice global, la BRVM Composite, s'est replié de 4,5% par rapport à sa valeur à fin octobre 2022 pour s'établir à 192,4 points. De même, l'indice des dix valeurs les plus actives, le BRVM 10, s'est détérioré de 1,8% sur la même période pour se situer à 157,7 points. A la date du 20 décembre 2022, les indices BRVM Composite et BRVM 10 se sont renforcés de 3,6% et 3,1% respectivement par rapport à leur valeur à fin novembre 2022.

En glissement annuel, les indices BRVM 10 et BRVM composite se sont renforcés respectivement de 6,9% et 0,6% par rapport à novembre 2021.

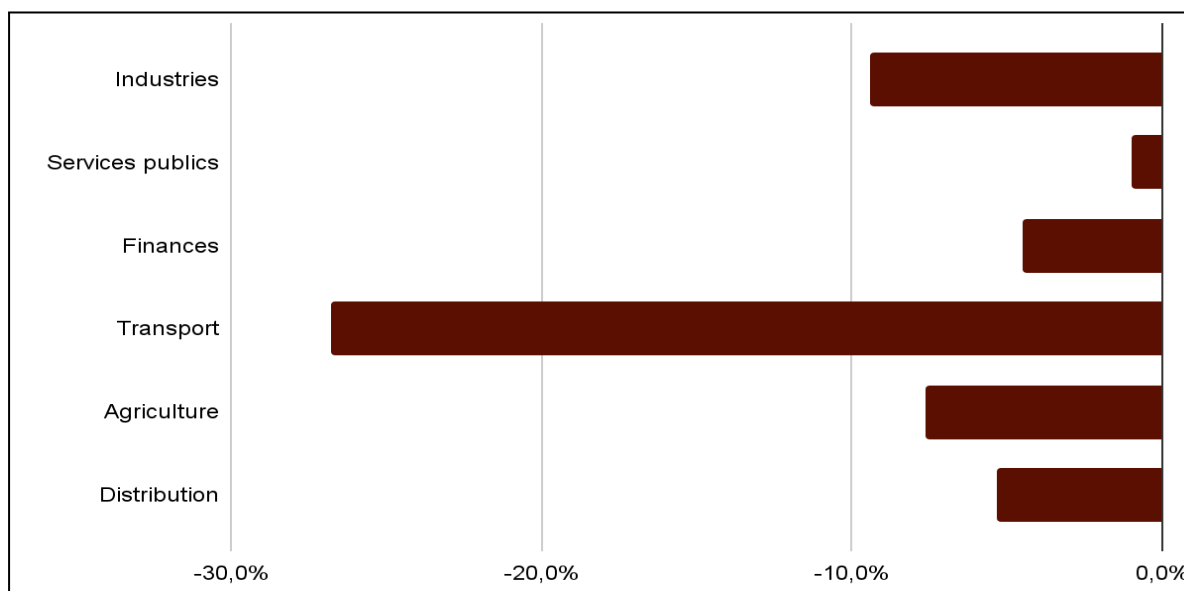
Graphique 10 : Évolution des indices boursiers de la BRVM (en nombre de points)



Source : BRVM

La capitalisation boursière totale s'est détériorée de 2,3% pour se chiffrer à 14.508,5 milliards fin novembre 2022. En glissement annuel, la capitalisation boursière s'est accrue de 11,0% en novembre 2022.

Graphique 11 - Évolution des indices sectoriels de la BRVM en novembre 2022



Source : BRVM

4.2. Marché des titres de la dette publique

Au cours du mois de novembre 2022, les opérations sur le marché des titres publics par adjudication se sont soldées par une diminution du montant global des émissions et des évolutions contrastées des taux d'intérêt. Le montant global des émissions de titres publics par adjudication sur le marché financier régional s'est établi, en termes bruts, à 250,7 milliards, dont

107,3 milliards de bons (42,8% du total) et 143,4 milliards au titre des obligations (57,2% du total). Les titres émis sont essentiellement composés de Bons de Soutien et de Résilience (BSR) et d'Obligations de Relance (OdR).

Le montant global des ressources mobilisées par adjudication en novembre 2022 est ressorti en baisse de 94,8 milliards par rapport au mois précédent. Cette évolution s'explique par une baisse des émissions d'obligations (-114,3 milliards), atténuée par l'augmentation des bons du Trésor émis (+19,5 milliards). Il est à signaler que les montants levés au cours du mois se situent en dessous des prévisions du programme d'émissions (373,0 milliards).

Le taux de couverture⁴ global des émissions par les souscriptions s'est établi, en moyenne, à 104,3% en novembre 2022, contre 187,9% un mois plus tôt et 238,3% un an auparavant..

Tableau 10 : Ressources mobilisées par les États en novembre 2022 (en milliards)

(Montants en milliards)

	novembre 2021	2022		Variation		Variation (%)	
		Octobre	Novembre	mensuelle	annuelle	mensuelle	annuelle
Bons	121,4	87,8	107,3	19,5	-14,1	22,2	-11,6
Obligations	192,7	257,7	143,4	-114,3	-49,3	-44,4	-25,6
Total	314,1	345,5	250,7	-94,8	-63,4	-27,4	-20,2

Source : UMOA-Titres, BCEAO.

Les taux d'intérêt ont enregistré des évolutions contrastées d'un mois à l'autre. En effet, le taux d'intérêt moyen pondéré des bons a progressé, s'établissant à 3,41% en novembre 2022 (+40 pbd). A l'inverse, le rendement moyen des émissions obligataires s'est replié de 6 pbd en novembre 2022 à 5,81%.

Par rapport à la même période de l'année précédente, les conditions de mobilisation des ressources se sont détériorées. En glissement annuel, le taux moyen pondéré sur les bons du Trésor et le rendement moyen pondéré des obligations sont respectivement ressortis en augmentation de 79 pbd et de 91 pbd. Ces évolutions pourraient s'expliquer, entre autres, par la réaction du marché aux relèvements successifs des taux directeurs de la BCEAO.

Tableau 11 : Évolution des taux d'intérêt des émissions de titres par les États en novembre 2022

(En pourcentage)

	novembre 2021	2022		Variation	
		Octobre	Novembre	mensuelle	annuelle
Bons	2,62	3,01	3,41	0,40	0,79
Obligations	4,90	5,87	5,81	-0,06	0,91

Sources : UMOA-Titres, BCEAO.

V. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'UEMOA

Sur le quatrième trimestre 2022 et premier trimestre 2023, la progression de l'activité économique se poursuivrait dans l'Union, en lien avec l'exécution des programmes des États et la dynamique du secteur privé. Les performances des économies de l'UEMOA, tirées par la bonne tenue des services et de l'industrie manufacturière, pourraient être

⁴ Le taux de couverture est défini comme le rapport du montant des souscriptions au montant sollicité lors du lancement des émissions.

affaiblies par le ralentissement en cours dans les pays partenaires et la hausse du coût de production.

5.1. Croissance

Pour les prochains mois, les économies de l'Union poursuivraient la reprise entamée depuis le mois de juin 2020. Cette dynamique serait tirée par la hausse attendue de la demande intérieure et extérieure, du fait de l'amélioration continue dans certains secteurs d'activités (transport, tourisme, hôtellerie, BTP, etc.). Toutefois, la hausse des coûts de production, les risques liés à l'insécurité et le ralentissement de la demande mondiale pourraient induire un effet modérateur.

Selon les résultats de l'enquête de conjoncture menée par la BCEAO, en octobre 2022, l'activité économique serait bien orientée dans l'ensemble des secteurs. Les chefs d'entreprise interrogés anticipent de meilleures performances, malgré la dégradation des conditions de production (hausse du coût de crédit et des matières premières). L'accélération serait notée au niveau des branches commerciales, des industries manufacturières et extractives, ainsi que des services marchands et financiers.

Selon les prévisions effectuées par la BCEAO, l'activité économique, en variation annuelle, maintiendrait sa tendance haussière au quatrième trimestre 2022 et au premier trimestre 2023 (4,9% et 5,1% respectivement), après une réalisation de plus de 5,6% sur les trois premiers trimestres 2022. Les performances économiques des pays de l'UEMOA seraient tirées par la bonne tenue de la demande intérieure, atténuées par le ralentissement de la demande extérieure et la hausse des coûts de production.

Tableau 12 : Prévisions de taux de croissance économique de l'UEMOA (%)

	Réalizations				Estimation	Prévisions	
	3T2021	4T2021	1T2022	2T2022	3T2022	4T2022	1T2023
Secteur primaire	0,3	1,3	2,4	2,4	3,0	2,6	2,7
Agriculture vivrière	0,8	1,5	2,3	2,2	2,8	2,4	2,5
Agriculture de rente (ou exportation)						0,0	0,0
Sylviculture	-6,8	-3,3	0,8	3,3	4,8	4,1	4,3
Pêche et élevage	0,0	1,4	3,1	3,2	3,3	2,8	3,0
Secteur secondaire	5,8	4,5	5,1	5,2	4,8	4,1	4,3
Activités extractives	4,3	2,6	3,8	4,0	5,4	4,6	4,8
Industries manufacturières	5,0	3,4	4,8	5,4	4,6	4,0	4,1
Production et dist. Électricité, gaz et eau	0,6	1,6	4,4	6,1	5,9	5,1	5,3
BTP	10,2	9,0	6,7	5,4	4,5	3,9	4,0
Secteur tertiaire	8,7	7,8	6,9	7,0	7,0	6,0	6,3
Commerce	9,5	8,9	8,0	9,0	9,4	8,1	8,4
Transports, postes et communications	13,4	8,9	7,7	6,9	6,9	5,9	6,2
Banques, assurances et autres services non marchands net SIFIM	5,5	6,5	6,2	7,6	7,5	6,4	6,7
Services non marchands	6,4	6,0	5,5	5,2	5,1	4,4	4,6
Impôts et taxes	10,7	9,5	6,9	5,2	4,9	4,2	4,4
Produit Intérieur Brut	6,2	5,7	5,6	5,7	5,7	4,9	5,1

Source : BCEAO

5.2. Monnaie

Les estimations situent le taux de croissance annuelle de la masse monétaire de l'Union à 14,9% à fin novembre 2022 contre 14,1% un mois plus tôt. La hausse de 5.819,9 milliards, qui en

résulterait, serait essentiellement imputable à la diminution de 3.741,8 milliards ou 53,8% des AEN des institutions de dépôts, atténuée par l'accroissement des créances intérieures de 9.946,6 milliards ou 23,9%.

En particulier, le renforcement des créances intérieures serait lié à la hausse attendue, en glissement annuel, des créances nettes sur les unités de l'administration publique centrale (+5.312,0 milliards ou +34,8%), accentuée par celle des créances sur l'économie (+4.634,0 milliards ou 17,6%).

Analysé sous l'angle de ses composantes, l'accroissement, en glissement annuel, de la masse monétaire se traduirait à fin novembre 2022 par la hausse des dépôts (+5.127,2 milliards ou +17,0%) et de la circulation fiduciaire (+692,7 milliards ou +7,8%).

5.3. Inflation

Les informations disponibles font état d'une poursuite de la décélération du rythme de progression de l'inflation, en glissement annuel, pour s'établir à 7,9% en décembre 2022 et 7,5% en janvier 2023. La décélération de l'inflation attendue au cours des prochains mois serait liée à la poursuite de la commercialisation des nouvelles récoltes de céréales issues de la campagne 2022/2023. La dynamique serait également soutenue par la poursuite des actions des Gouvernements en faveur de la préservation du pouvoir d'achat des populations et d'un approvisionnement plus régulier des marchés. En outre, les récents relèvement des taux directeurs devraient contribuer à la décélération de l'inflation. La détente de l'inflation serait toutefois limitée par la persistance de l'insécurité, qui affecte les circuits de distribution des produits alimentaires.

Tableau 13 : Évolution de l'inflation au sein de l'UEMOA par fonction (contribution en point de %)

Fonctions	Réalizations					Estimation	Prévision	
	déc. 18	déc. 19	déc. 20	déc. 21	sept. 22	nov. 22	déc. 22	janv. 23
Produits alimentaires et boissons	0,0	-0,5	1,8	4,7	6,1	5,7	5,6	5,3
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Habillement	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2
Logement	0,3	0,2	-0,1	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6
Ameublement	0,1	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Santé	0,1	-0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Transport	0,3	0,1	0,0	0,2	0,7	0,6	0,6	0,6
Communication	0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1
Loisirs et culture	0,1	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Enseignement	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Restaurants et Hôtels	0,0	0,0	0,2	0,1	0,3	0,3	0,3	0,3
Autres biens	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2
Ensemble	1,1	-0,5	2,2	6,0	8,3	8,0	7,9	7,5

Sources : INS, BCEAO



ANNEXES STATISTIQUES

Tableau A1 : Évolution du chiffre d'affaires par branche (contribution en point de %)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2020	2021	2022		2022	
	Octobre	Octobre	septembre	Octobre (*)	septembre	Octobre (*)
PRODUITS DE L'ALIMENTATION	-1,6	-2,8	-0,5	0,0	-1,1	1,9
Produits non transformés de l'agriculture, de la chasse ou de la sylviculture	-0,4	-0,2	-0,1	0,0	-0,1	0,2
Produits non transformés de la pêche, de la pisciculture ou de l'aquaculture	0,0	-0,1	0,0	0,1	-0,2	0,0
Autres produits de l'alimentation, boissons et tabacs	-1,2	-2,5	-0,4	-0,1	-0,9	1,7
EQUIPEMENT DE LA PERSONNE	0,2	-0,1	0,0	0,1	0,1	0,2
Textiles, habillement, articles chaussants et cuirs	0,2	0,0	0,0	0,1	0,1	0,2
Montres, horloges, bijoux et pierre précieuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
EQUIPEMENT DU LOGEMENT	-0,7	-0,4	-0,1	0,3	0,4	1,1
Ameublement, équipements et produits ménagers	-0,2	0,0	-0,1	0,1	0,3	0,5
Matériaux de construction, quincaillerie, peintures, verres et articles de verre	-0,5	-0,4	0,0	0,2	0,0	0,6
AUTOMOBILES, MOTOCYCLES ET PIÈCES DÉTACHÉES	-0,7	-1,6	0,0	0,2	-0,3	1,5
Véhicules automobiles neufs	-0,5	-0,5	0,0	0,4	0,7	1,7
Véhicules automobiles usagers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Motocycles neufs	0,0	-1,2	0,2	-0,3	-1,0	-0,3
Motocycles usagers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pièces et accessoires de véhicules automobiles et de motocycles neufs	-0,2	0,1	-0,2	0,1	-0,1	-0,1
Pièces et accessoires de véhicules automobiles et de motocycles usagers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
PRODUITS PETROLIERS	-2,0	0,5	1,3	-0,3	12,3	12,2
Produits pétroliers	-2,0	0,5	1,3	-0,3	12,3	12,2
PRODUITS PHARMACEUTIQUES ET COSMETIQUES	0,6	-0,7	-0,3	0,6	-1,3	0,2
Produits pharmaceutiques et médicaux	0,5	-0,7	-0,3	0,6	-1,3	0,1
Parfumerie et produits de beauté	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
PRODUITS DIVERS	0,4	-1,0	0,1	-0,3	0,2	0,9
Machines de bureau et matériel et informatique	0,1	0,0	0,0	0,2	-0,1	0,2
Autres appareils électriques et électroniques non ménagers	-0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,2
Articles de presse, librairie, papeterie, fournitures scolaires	0,3	-0,7	0,0	-0,4	-0,2	0,0
Autres produits	0,1	-0,1	0,1	-0,1	0,5	0,5
INDICE GLOBAL	-3,8	-6,0	0,6	0,6	10,2	17,9

Source : BCEAO (*) données provisoires, CVS

Tableau A2 : Indice de la production industrielle par branche (contribution en point de %)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2020	2021	2022		2022	
	Octobre	Octobre	septembre	Octobre (*)	septembre	Octobre (*)
PRODUCTION DES ACTIVITES EXTRACTIVES	-1,6	-0,9	-1,0	0,8	0,8	2,7
Pétrole brut et gaz naturel	-0,3	-0,4	-1,5	1,1	0,7	2,3
Minerais d'uranium et de thorium	0,1	0,1	0,2	0,0	0,1	0,1
Minerais métalliques	-1,1	-0,8	0,3	-0,4	0,0	0,4
Autres minerais	-0,3	0,2	0,0	0,1	0,0	-0,1
INDUSTRIES MANUFACTURIERES	-3,6	-2,7	1,5	-0,6	3,6	5,9
Produits alimentaires et de boissons	-1,5	0,1	-0,9	2,0	0,2	2,3
Produits à base de tabac	-0,1	-0,1	-0,1	0,2	-0,1	0,2
Textiles	0,0	-0,2	0,2	0,2	0,0	0,3
Articles d'habillement	-0,3	-2,5	0,1	-2,5	0,1	0,0
Cuir; articles de voyage et de maroquinerie, articles de sellerie et de bourrellerie; chaussures	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bois et articles en bois et en liège (sauf meubles); articles de vannerie et de sparterie	-0,3	-0,1	0,1	0,1	0,2	0,5
Papier, carton et articles en papier et en carton	0,0	-0,2	0,0	0,0	0,0	0,2
Produits de l'édition, de l'imprimerie et supports enregistrés	0,0	-0,1	-0,2	-0,1	0,0	-0,1
Produits pétroliers raffinés	0,1	0,1	0,0	1,1	0,8	1,9
Produits chimiques	-0,3	-0,2	-0,1	0,1	-1,0	-0,7
Caoutchouc et matières plastiques	-0,4	0,6	1,0	-1,0	2,1	0,4
Autres produits minéraux non métalliques	0,0	0,1	-0,1	-1,0	0,6	-0,6
Produits métallurgiques de base	-0,3	0,4	0,6	0,1	0,5	0,3
Ouvrages en métaux (sauf machines et matériel)	-0,2	-0,3	1,0	0,1	0,6	1,1
Machines et matériel n.c.a.	0,0	-0,2	0,0	0,0	-0,2	0,0
Machines et appareils électriques n.c.a.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres matériels de transport	0,0	0,0	0,0	0,1	-0,1	0,0
Meubles; activités de fabrication n.c.a.	-0,3	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,1
Produits de récupération	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ELECTRICITE, DE GAZ ET D'EAU	0,1	0,0	0,2	0,4	0,5	0,9
Electricité, gaz, vapeur et eau chaude	0,1	0,0	0,1	0,3	0,4	0,8
Eau	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,2
Indice Général	-5,1	-3,5	0,7	0,7	5,0	9,5

Source : BCEAO (*) données provisoire, CVS



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST